Comptes de paiement: comparabilité des frais, changement de compte et accès à un compte assorti de prestations de base

2013/0139(COD) - 19/11/2013 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Jürgen KLUTE (GUE/NGL, DE) relatif à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base.

La commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, exerçant les prérogatives de commission associée conformément à l'article 50 du règlement intérieur du Parlement, a également été consultée pour émettre un avis sur le présent rapport.

La commission parlementaire recommande que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission comme suit :

Document d'information sur les frais : les prestataires de services de paiement devraient fournir en temps utile aux consommateurs un document complet d'information sur les frais **avant de conclure un contrat** relatif à un compte de paiement.

Le document devrait : i) indiquer tous les services disponibles liés au compte de paiement ainsi que les frais correspondant à chacun de ces services ; ii) mentionner également les frais supplémentaires et taux d'intérêt susceptibles d'être appliqués au compte ; iii) comporter un symbole commun au sommet de la première page, permettant de le distinguer de la documentation commerciale ou contractuelle. Les consommateurs devraient être informés de toute modification des frais.

Le document devrait être **accessible en permanence** et être publié par les prestataires sous forme électronique sur leur site web, y compris pour les personnes qui ne sont pas clients.

En outre, les banques devraient fournir gratuitement aux consommateurs un **relevé de tous les frais encourus et des taux d'intérêt applicables** à leur compte de paiement, sur une base annuelle.

La Commission pourrait adopter des actes délégués concernant une **terminologie normalisée de l'UE** pour les services liés au comptes de paiement qui sont communs à une majorité au moins d'États membres. Dans chaque langue officielle de l'État membre, un seul terme serait utilisé pour chaque service.

Sites web comparateurs au niveau national : les députés ont proposé qu'au moins un site Internet indépendant et accessible gratuitement soit mis en place **dans chaque État membre** pour comparer les frais imputés et les intérêts payés par les banques, ainsi que leurs niveaux de services.

Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur directive, l'Autorité bancaire européenne (ABE) devrait fournir un **site web comparateur au niveau de l'Union**.

Changement de compte : les clients devraient pouvoir changer de banque dans l'UE à des frais raisonnables. Les frais supportés par un consommateur à l'occasion d'un changement de banque en raison du non-respect de ses obligations par un prestataire de services de paiement, devraient être **remboursés** dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'établissement du non-respect.

Si la Commission n'en décide pas autrement au terme d'une analyse d'impact réglementaire, les États membres devraient veiller, au plus tard six ans après l'entrée en vigueur de la directive, à ce qu'un système soit mis en place pour permettre le **réacheminement automatique** des paiements d'un compte de paiement vers un autre au sein du même État membre.

Accès à un compte de base : la détention d'un compte de paiement de base ne devrait faire l'objet d'aucune discrimination.

Les États membres devraient veiller à ce qu'un compte de paiement assorti de prestations de base soit **proposé aux consommateurs par tous les prestataires de services de paiement** qui sont actifs dans le secteur des services de paiement de détail. Ce droit devrait s'appliquer indépendamment du lieu de résidence du consommateur et l'exercice de ce droit ne devrait pas être rendu excessivement difficile ou contraignant pour le consommateur.

Les banques devraient traiter les demandes d'accès à un compte de base dans un délai de **sept jours ouvrables à compter de la réception d'une demande** complète accompagnée d'une preuve d'identité.

Les États membres devraient en outre garantir qu'un **mécanisme** est en place :

- pour aider les consommateurs qui ne possèdent pas d'adresse fixe, les demandeurs d'asile et les consommateurs qui n'ont pas de permis de séjour mais dont l'expulsion est impossible pour des raisons juridiques, à satisfaire aux obligations du chapitre II de la directive 2005/60/CE;
- pour veiller à ce que les **consommateurs non bancarisés, vulnérables et mobiles** soient informés de la disponibilité de comptes de paiement assortis de prestations de base.

Pour exercer le droit d'ouvrir et d'utiliser un compte de base, les consommateurs devraient entretenir **un lien réel avec l'État membre où ils souhaitent ouvrir un compte**. Ce lien inclurait, au minimum, la nationalité, les attaches familiales, le centre des intérêts, le lieu de travail, le stage ou l'apprentissage, la poursuite d'opportunités professionnelles ou d'autres liens professionnels, le lieu d'étude ou de formation professionnelle, la résidence, la propriété d'un logement, et toute demande d'asile ou de migration en cours.

Les comptes de base **ne devraient pas comprendre d'autorisation de découvert** autre qu'une facilité de caisse temporaire pour de faibles montants. Les banques seraient autorisées à proposer des autorisations de découvert et d'autres produits de crédit en tant que services clairement distincts.

Informations générales sur les comptes de base : les députés ont demandé que les États membres :

incitent les établissements d'enseignement à développer un **accompagnement des clients les plus vulnérables** afin de les responsabiliser et de les aider à gérer leur budget ; l'éduction financière devrait être promue, y compris à l'école ;

veillent à ce que les autorités compétentes publient, y compris sur leur site web, un **audit de la performance** de chaque prestataire de services de paiement en ce qui concerne son respect de l'exigence du droit d'accès.

Règlement extrajudiciaire des litiges : le rapport a suggéré que les États membres mettent en place des voies de plainte et de recours extrajudiciaire pour régler les litiges entre les consommateurs et les prestataires de services de paiement ayant trait aux droits et obligations institués dans le cadre de la directive. À ces fins, les États membres devraient désigner des organismes existants ou créer de nouveaux organismes.